

Dans l'éducation, les syndicats veulent des mesures « visibles » rapidement

La mobilisation s'annonce encore massive, ce mardi, dans les premier et second degrés.

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

On parle désormais de « négociations » et non plus de simples « discussions » au ministère de l'Éducation, à la veille d'une mobilisation qui, après celle du 5 décembre, s'annonce encore massive. Le principal syndicat du primaire, le SNUipp-FSU, prévoit 50 % de grévistes et le ministère de l'Éducation « de 20 à 30 % ». A Paris, où le mouvement social avait été le plus suivi le 5 décembre, près de 60 % des enseignants seront en grève et 130 écoles fermées (sur 652), selon le syndicat. Selon le ministère, 50 % des enseignants au moins seront en grève dans la capitale.

Jean-Michel Blanquer a poursuivi lundi ses rencontres avec les syndicats, qu'il avait entamées vendredi matin. Quelques principes se dessinent, mais d'immenses zones de flou subsistent.

Sur le montant de la revalorisation, le ministre de l'Éducation a parlé dimanche, sur RTL, de 10 milliards d'euros sur vingt ans. Edouard Philippe avait évoqué, vendredi, un « effort sur une durée de 10 à 15 ans ». Une loi de programmation doit en fixer le détail. Et les revalorisations, être effectives dès 2021. Mais il n'y a « aucune réponse sur l'ensemble

de la réforme », a déploré la FSU au sortir du ministère, lundi soir. La principale fédération du secteur a appelé à « amplifier » la mobilisation.

Hausse moyenne de 930 euros bruts par mois

Plus que le calcul des retraites, c'est l'urgence de la revalorisation qui revient dans les propos des syndicats. Ils réclament des hausses « visibles », « tangibles » et « palpables » rapidement, dans un contexte où nombre d'enseignants ne croient pas à la revalorisation annoncée et où existe « une véritable défiance à l'égard de l'exécutif », observe un syndicaliste.

La hausse annoncée se chiffrerait, en moyenne, à « 930 euros brut mensuels par enseignant » au terme des vingt ans, a calculé Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa. Mais ce serait « une hausse moyenne », précise-t-il, et pour son syndicat, il n'est « pas possible » d'attendre aussi longtemps. Le SE-Unsa réclame une forte hausse des primes que touchent la majorité des enseignants (ISAE et ISOE), « dans les trois ans ». Mais le coût d'une telle mesure, de l'ordre de 500 millions d'euros, serait difficilement compatible avec une revalorisation des débuts de carrière, censée améliorer l'attractivité du métier d'enseignant.

Le SGEN-CFDT, de son côté, insiste sur des hausses de salaires (et non de primes) et sent « une

ouverture » du ministre, qui « a d'ailleurs évoqué la possibilité de revoir la structure de la grille des enseignants pour qu'elle soit plus adaptée à la manière de cumuler des points pour sa retraite, sur l'ensemble de la carrière », se félicite Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du SGEN-CFDT. Le syndicat veut éviter des primes adossées à certaines missions qui, par définition, ne concerneraient que certains enseignants.

Jean-Michel Blanquer a poursuivi lundi ses rencontres avec les syndicats, qu'il avait entamées vendredi matin.

Quelques principes se dessinent, mais d'immenses zones de flou subsistent.

Le SNALC redoute « une évolution des statuts des professeurs comme contrepartie à la revalorisation ». FO craint « la destruction du statut » et « des primes conditionnées à la réorganisation du travail des personnels ». Quant à la CGT, elle pointe le fait que le ministre « ne parle que des salaires des enseignants et oublie l'ensemble des autres personnels de l'Éducation ». ■